

# EXTRÊME DROITE L'IMPOSTURE SOCIALE

Le vote pour l'extrême droite a progressé sur l'ensemble du continent lors du scrutin européen de mai dernier. Pascal Debay et Dominique Vidal tentent d'en préciser les ressorts, les motivations et de cerner des pistes pour la combattre.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRYSTEL JAUBERT

**nvo** > Comment comprenez-vous la recrudescence de suffrages en faveur de l'extrême droite aux élections européennes ?

**Pascal Debay** > Nous sommes aujourd'hui confrontés à une nouvelle étape dans le discours de l'extrême droite et dans la façon dont ce discours est reçu par les citoyens qui vont voter. Lors de précédents scrutins, un certain nombre de signes annonçaient déjà le résultat que l'on connaît. Lorsqu'on est syndicaliste, que l'on échange avec les salariés, qu'on écoute ce qui se dit, mais aussi ce qui ne se dit pas, on voit bien qu'il s'agit là d'une séquence nouvelle où le Front national est en train de s'ancrer, de devenir un parti politique de premier plan malgré nos efforts et nos luttes pour l'éviter. C'est le cas dans ma région comme dans bien d'autres bassins d'emplois ouvriers, ruraux, sinistrés, avec un fort taux de chômage et de pauvreté. Plus largement, ce vote s'inscrit dans un contexte européen d'austérité, d'offre politique nationale décevante et de décennies de renoncements, de trahisons, de distorsions entre les discours et les actes. Dans le même temps, le libéralisme est monté en puissance et a impacté la structuration de la société, des services publics, du vivre-ensemble avec un aspect immuablement central, celui de l'immigration. Autant d'éléments qui ont poussé certains électeurs vers Marine Le Pen et le FN dont Florian Philippot est le vice-président, un homme cultivé, poli, formé, sachant communiquer et, bien qu'il

s'en défende, qui connaît très bien les modes de fonctionnement des arcanes politiques, des appareils et des réseaux. Aussi, selon moi, l'histoire du FN inaugure une nouvelle étape qui heurte, ne surprend pas, mais risque de durer.

**Dominique Vidal** > S'il est vrai que le vote FN comporte des dimensions spécifiques liées à la réalité économique, politique, sociale ou idéologique de notre pays, cette percée s'intègre dans une vague européenne. À l'échelle du continent, les forces d'extrême droite frôlent ou dépassent 10 % des voix dans quinze pays, dont six où elles dépassent 20 %, jusqu'à presque 30 % en Suisse. Le cas de la France n'est donc pas un phénomène isolé. D'autant – et c'est la nouveauté de ce scrutin – que l'extrême droite bénéficie du renfort de forces

europhobes qui ont fait un malheur, notamment en Grande-Bretagne, où l'UKIP est arrivé en tête. Il faut aussi noter des scores non négligeables compte tenu des contextes, comme en Allemagne, avec 7 % de voix en dehors des grands partis ou en Pologne, avec un KNP néofasciste à plus de 7 % des voix. Pour éclairer la situation, je relèverai six points communs à tous les pays européens.

En premier lieu, l'aggravation de la crise qui a évidemment des conséquences strictement économiques et sociales, mais aussi des conséquences dans les mentalités. Chez les gens qui subissent le chômage, la précarité, les difficultés financières tout en ayant connu des périodes un peu moins dures, il existe une sorte de crise identitaire, personnelle, qui peut pousser au repli et à la désignation de boucs émissaires. Deuxième point commun, le racisme. C'est un racisme de crise, c'est-à-dire de concurrence entre les gens. Dans toute l'Europe, on a une poussée très forte du racisme, avec cette différence qu'à l'Est l'antisémitisme domine encore, alors qu'à l'Ouest l'islamophobie est devenue l'élément majeur du discours des forces d'extrême droite, en plus du racisme anti-Roms qui, venu de l'Est, se développe à l'Ouest. Le troisième point commun concerne le rejet de l'Europe et de la mondialisation, devenu velléité de repli sur une forteresse nationale sanctuarisée qui réglerait les problèmes.



**DOMINIQUE VIDAL** est journaliste, historien et auteur du livre *Le ventre est encore fécond, les nouvelles extrêmes droites européennes* (éditions Libertalia, 2012)

**PASCAL DEBAY** est membre de la direction confédérale, secrétaire général de l'UD CGT de Meurthe-et-Moselle et pilote du Collectif confédéral de lutte contre l'extrême droite.





Photos: Daniel Maunoury/CEH social

**S'il y a une clé pour faire reculer le FN et ses alliés, c'est la question de l'alternative. Cela englobe le mouvement syndical et au-delà.** Dominique Vidal

Quatrièmement, depuis une vingtaine d'années, nous assistons à une sorte d'explosion des étiquettes identitaires, de flou des valeurs et des repères qui rendent les gens parfaitement manipulables quand, au discours sur le « tout fout le camp », vient répondre un discours de nostalgie, de repli identitaire, de défense des valeurs traditionnelles. À cela s'ajoute, cinquième point commun, un discours selon lequel tous les partis politiques ont échoué à répondre à la crise. Les forces europhobes et d'extrême droite se présentent donc comme les seules à ne pas avoir été au pouvoir: il conviendrait donc de les « essayer ». C'est ce que j'appelle en France le « rassemblement des cocus » et Dieu sait s'il y en a beaucoup, cocus du mitterrandisme, du jospinisme, du chiraquisme, du sarkozysme et, déjà, du hollandisme. Le sixième point commun est l'opération ravalement. L'ADN néofasciste ou néonazi de ces partis n'a pas disparu, mais ils ont ripoliné. À l'exception d'Aube dorée en Grèce et de Jobbik en Hongrie, tous les partis d'extrême droite européens ont réalisé de bons scores

grâce à leur ravalement. Les six éléments que je viens de mentionner expliquent que ce sont les couches populaires qui sont les plus concernées. En effet, c'est une caractéristique générale, tous ces partis ont mordu sur l'électorat populaire. Rien d'étonnant, mais nul n'aurait imaginé que cette percée irait aussi loin.

**Justement, comment caractériser cet écho singulier auprès des couches populaires ?**

**Pascal Debay** > C'est une vraie stratégie aujourd'hui du FN. Dans tout le territoire, le constat sur ce point est quasi identique. Le vote populaire en faveur du FN renvoie à une très forte déception, ainsi qu'à la montée du chômage et de la pauvreté. Face à cela, on ne peut pas rester les bras ballants au seul stade des constats. L'extrême droite a un discours habile que je qualifierais de caméléon, sachant aussi bien s'adresser aux ouvriers sidérurgistes en Moselle qu'aux artisans du Var ou à d'autres et s'adapter, tant sur le fond que sur la forme. À nous de travailler

ces questions-là, d'abord avec nos syndicats, puis plus largement, il faut communiquer.

**Dominique Vidal** > Je pense qu'il faut raison garder. Ce score élevé est indéniable, mais s'est fait dans un contexte d'abstention massive. Si on le rapporte au nombre d'inscrits, on tombe à 10 %, donc largement en deçà de ce que Mme Le Pen avait réalisé à la présidentielle de 2012. Ce sont deux millions de voix de différence. En termes de pénétration des couches populaires, les sondages post-électorales font tous état, à un point près, de 43 % du vote ouvrier, 38 % des employés, 37 % des chômeurs et 30 % des foyers disposant de moins de 20 000 euros par an pour vivre. La percée est donc indiscutable. Cela dit, c'est justement dans ces catégories-là qu'on a le plus fort taux d'abstention: 65 % chez les ouvriers, 68 % chez les employés, 69 % chez les chômeurs et 70 % dans les foyers ayant moins de 20 000 euros. Ces chiffres très forts de vote pour le FN dans les milieux populaires doivent donc être nuancés. On n'est pas dans un phénomène irréver-

sible, tout dépend des moyens que se donne la société française pour être capable de combattre ce phénomène.

**Le 25 mai, une enquête IFOP dévoilait une forte progression du vote FN dans tous les syndicats. Que pouvez-vous en dire ?**

**Pascal Debay** > J'insiste à mon tour sur le fait que l'abstention doit être prise en considération et ne doit pas conduire à exagérer le score obtenu, même s'il est fort. Nul ne sait si les abstentionnistes voteraient ou non pour le FN. C'est une vraie question qu'il va falloir aborder dans les débats et qu'il convient de ne pas surestimer. Cependant, on ne peut plus se réfugier, comme c'est le cas depuis vingt ans, derrière des discours qui réduisent ces votes à la seule protestation. Ce que l'on observe dans les différentes professions et les différentes régions, c'est une telle déception, une telle amertume de la part des salariés que le discours du FN trouve naturellement un écho favorable. Lorsqu'il assène : « Non au Smic au rabais », ce pourrait être le discours d'une organisation syndicale. Pour l'anecdote, il arrive d'ailleurs que des salariés ouvertement proches du FN fassent lire des tracts ou des argumentaires aux représentants syndicaux pour tenter de mettre en lumière des correspondances. La difficulté, c'est qu'on est dans une période de déprime collective, sans projection, avec un horizon bouché qui ne permet pas d'imaginer ce que l'on pourrait faire pour renverser la logique. Il y a des gens en réelle souffrance, j'insiste là-dessus, car, au-delà de la base raciste et pourrie des électeurs du FN, beaucoup de ceux qui ont voté pour ce parti ne sont pas des ordures, loin s'en faut ! Pour nous, syndicalistes, l'enjeu va consister à être auprès d'eux, à échanger avec eux et dans l'entreprise comme ailleurs, ne pas laisser passer les clichés qui composent le tronc idéologique et revendicatif du FN. Ce tronc autour duquel, ensuite, il décline ce que les gens ont envie d'entendre. Quand on analyse sa revendication d'augmenter le Smic de 200 euros, cela masque la vieille ficelle d'exonération des cotisations sociales. Les syndicalistes doivent donc reprendre ces discours, montrer qu'il n'y a rien de nouveau et que le FN avance masqué. C'est une imposture sociale qui masque les antiennes libérales. N'oublions pas l'éternel discours culpabilisant sur ceux qui bénéficient de prestations sociales, qualifiés de profiteurs. Dans certaines villes, on fait payer la cantine aux enfants de chômeurs ou de familles jugées « assistées » moyennant une somme qui peut paraître symbolique, mais qui, à la fin du mois, s'élève à

quelques dizaines d'euros. Beaucoup de gens sont à cela près, ce n'est pas anodin. Dans le même temps, les fonds publics sont alloués à la vidéosurveillance, par exemple, ou à l'augmentation des salaires de l'équipe municipale. C'est cela que nous devons démontrer et démonter, faire apparaître la contradiction entre le discours, qui surfe sur la désillusion, et les actes. À nous aussi d'expliquer comment marchent les institutions, comment se prennent les décisions, qui a quel pouvoir sur certaines questions... Le FN a très bien compris que c'était assez peu clair dans l'esprit de bien des gens et qu'il était dès lors facile de désigner des fautifs, des boucs émissaires, et de masquer les vraies responsabilités.

**Dominique Vidal** > Au stade de l'analyse, il faut souligner qu'il n'existe pas d'explication mono-causale. C'est une conjonction d'éléments qui explique la montée des extrêmes droites dans toute l'Europe, sans quoi on ne peut pas appréhender correctement la situation. Bien sûr que le thème de l'immigration est important, mais on aurait tort de penser qu'il surdétermine les votes, quels que soient les efforts des forces d'extrême droite ou europhobes pour le mettre en avant. Ce qui me frappe le plus dans l'argumentation actuelle du FN, par rapport à l'ancienne, c'est le discours socialiste ou ouvrier, de défense des petits, des travailleurs, qui n'existait pas il y a vingt ans. De plus, le racisme n'est plus présenté comme tel, d'où « l'intelligence » d'être passé de l'antisémitisme à l'islamophobie, forme de racisme qui ne dit pas son nom. Ensuite, le FN n'est plus sur un nationalisme traditionnel, mais sur une critique de la mondialisation aux antipodes du discours néolibéral à l'extrême d'il y a vingt ans. Le point immuable, c'est le discours sur « l'UMPS », après celui sur la « bande des quatre ». C'est la même chose : tous les autres ont failli, nous sommes là. Voilà ce qui amène certains à penser qu'on est revenu aux années 1930. C'est une idée très dangereuse parce qu'elle n'est pas vraie, que la crise actuelle, aussi grave soit-elle, n'est pas comparable à l'Allemagne d'alors, qu'on n'est pas à la veille d'une prise du pouvoir par la violence par un parti totalitaire, qu'on n'a ni guerre mondiale, ni génocide à nos portes. Cette comparaison-là ne fait qu'entretenir la peur qui, en l'occurrence, n'est pas bonne conseillère. En revanche, le discours est comparable, c'est pour cela que c'est compliqué. C'est intéressant de constater qu'à la tête d'un parti soi-disant ravalé, ripoliné, « dédialobolisé », Mme Le Pen ne fait que pour

suivre ce que ses aïeux ont engagé. N'oublions pas que le parti de Hitler (je ne compare évidemment pas) s'appelait « national-socialiste » et que le FN fait du nationalisme et du socialisme mêlés de racisme. Une sorte de cocktail mortifère, en somme, qui remonte aux origines de ces mouvements.

**Comment combattre l'ascension de l'extrême droite ?**

**Dominique Vidal** > Il faut faire très attention. Le danger principal est de ne rien faire ou bien de se contenter de la petite main, du « Touche pas à mon pote », au demeurant très sympathique, mais dont la dimension morale n'a guère de prise sur des gens aux motivations autres. Il faut dialoguer avec ces gens qui se sont tournés vers le FN et démonter les discours, les réalités de la crise, pointer les responsables de cette crise auxquels le FN ne s'en prend jamais. Si on a une attitude qui consiste à remplacer le débat politique sans concession par l'affrontement, à mon avis, on est à côté de la plaque.

**Pascal Debay** > Je partage ce qui vient d'être dit. Il faut qu'on ait cette force de conviction, ce courage d'aller débattre, d'abord avec les salariés en ce qui concerne les syndicalistes. Dans la dernière période, loin de toute caricature ou chasse aux sorcières, nous nous efforçons de développer les débats, les journées d'étude et toute autre initiative sur ces questions, de sorte que notre corps militant appréhende mieux la façon dont le FN s'adresse à eux et que cela fasse tache d'huile, que cela discute dans les réunions, mais aussi de manière informelle, dans les couloirs, à la machine à café et hors de l'entreprise. Le silence, c'est pire, et il faut casser ça. On a trop longtemps refusé de dialoguer avec des gens que l'on considérait comme « des cons », on les rejetait et on se contentait d'aller aux manifestations. Cela ne suffit pas, au contraire. Je ne dis pas qu'il ne fallait pas ou qu'il ne faudra plus le faire, je dis que cela n'est pas efficace, qu'on ne l'a pas été. On retrouve là d'autres enjeux, lorsqu'on mène une campagne sur le coût du capital, sur l'augmentation des salaires, sur la protection sociale, on apporte des éléments de réponse aux problèmes des gens. À nous de savoir faire les liens à chaque fois. Ce sera un travail de longue haleine.

**Un outil comme l'observatoire inter-syndical peut-il y contribuer ?**

**Pascal Debay** > En effet, au-delà de ce qui est fait en interne et ce sur quoi il faut qu'on avance, il y a aussi des ini-



## Ne laissons pas passer les clichés qui composent le tronc idéologique et revendicatif du FN. Pascal Debay

tiatives que l'on mène avec d'autres. La journée de janvier à laquelle 500 militants ont participé a constitué une première étape intéressante et a enclenché une dynamique avec la FSU, Solidaires, l'Unef, l'UNL, la FIDL, avec lesquels nous continuons à nous voir et travailler. On a produit des communiqués et des tracts dont on connaît les limites, notamment en termes de diffusion. Ce n'est pas parce que les dirigeants d'organisations avancent que cela donne mécaniquement confiance aux militants qui prendraient aussitôt le relais et s'investiraient. On doit aider à les armer en termes d'arguments. La campagne intersyndicale (sur les 15 municipalités...) et les initiatives prises ne constituent pas la solution, mais il est important que l'on regarde ce qui s'y passe et qu'on soit attentifs à la stratégie engagée de la part des élus, notamment sur le dialogue social. Car ils veulent plaie. Cela signifie que nous devons être d'autant plus vigilants dans ces confrontations nouvelles avec les municipalités d'extrême droite, à nous de faire vivre cet observatoire qui permet de relayer, confronter, accumuler, y compris avec le tissu associatif, et qu'on regarde de près ce qui s'y passe.

**Dominique Vidal** > Pour revenir sur ce que je disais tout à l'heure, il est possible de réaliser des brèches dans cet électorat

tant qu'il n'est pas complètement soudé, qu'on est encore dans une période où les gens bougent et qu'il n'y a rien d'irréversible. Ce n'est pas parce qu'ils cherchent à se dédramatiser que nous devons diaboliser leurs électeurs. Il faut les mettre le nez face à leurs contradictions pour les faire réfléchir et susciter des prises de conscience. Un exemple. On s'est réjoui de constater que Mme Le Pen n'avait pas réussi à créer son groupe au Parlement européen, c'est important car cela la prive de moyens financiers non négligeables et que, même si elle peut en former un plus tard, toute la répartition des tâches et des responsabilités sera déjà faite. C'est son premier grand échec depuis 2012. Ce qui est significatif, ce sont les motivations de ces partis qui ont refusé de s'allier avec elle, tant l'image du FN est mauvaise. Il y a une contradiction à avoir en France des médias qui tressent les louanges de Mme le Pen qui aurait « dédramatisé » le FN et au niveau européen, des gens qui la connaissent bien et refusent de faire alliance. C'est un exemple intéressant.

On a, à mon avis, dans la dernière période, mal compris l'affaire du mariage pour tous. Comme on le sait, Mme Le Pen n'a pas participé aux manifestations : parce qu'elle était coincée entre sa base catholique intégriste et ses propres efforts en direction des homosexuels. Un des

aspects du ravalement, c'est en effet le discours sur le droit des homosexuels, des femmes, des minorités, ce qui est l'inverse du discours de son père.

Enfin, je voudrais dire que, s'il y a une clé pour faire reculer le FN et ses alliés, c'est la question de l'alternative. Cela englobe le mouvement syndical et au-delà. Tant qu'il n'y aura pas, dans le paysage politique français et européen, des forces capables de porter une solution à la fois radicale et crédible à la crise, on aura du mal à regagner la confiance de ceux dont la motivation est la déception politique. Les résultats de Syriza en Grèce en offrent un excellent contre-exemple.

**Pascal Debay** > On est face à une réelle difficulté en termes d'alternative sur le champ politique comme syndical. Le contexte ne rend pas service à la bataille contre l'extrême droite. Je reste convaincu que dans ce grand chamboulement, dans cette percée et offensive de l'extrême droite, le syndicalisme peut être balayé tout comme elle souhaite balayer tout ce qui compose les gauches. Notre responsabilité est d'autant plus réelle. Si le syndicalisme joue son rôle, qu'il parvienne à donner des éléments de réflexion aux salariés, quelle que soit leur catégorie, le choix électoral peut évoluer. C'est pour cela qu'on se bat.